

LA PARTICIPATION DES JOURNALISTES  
A L'EMERGENCE  
DES MOUVEMENTS SOCIAUX

Le cas de SOS-Racisme

Philippe JUHEM

Les mouvements sociaux, dont le principe d'action est de rompre avec les routines sociales, constituent des objets que les journalistes peuvent rarement éviter de traiter. Avec la généralisation de la télévision et l'emprise croissante de la scène audiovisuelle dans les luttes électorales, l'impact d'une manifestation sur le gouvernement provient en particulier des effets que les reportages télévisés sont supposés avoir sur le « public » – autre nom des électeurs – la manifestation réelle étant ainsi redoublée par une manifestation « de papier » ou d'images<sup>1</sup>. La façon dont les journalistes vont commenter les actions des manifestants et l'attitude des pouvoirs publics constitue alors un enjeu essentiel des mobilisations, l'action de chacun des acteurs en conflit consistant souvent en des stratégies d'image destinées à attirer la sympathie et à mettre en scène la justesse ou le caractère abusif de la cause défendue. De nombreuses études ont montré que les journalistes, loin de se limiter à enregistrer passivement le déroulement des événements jouaient un rôle actif en sélectionnant les causes et les groupes susceptibles de faire l'objet de leur attention<sup>2</sup>. A l'inverse, face aux contraintes qu'imposent les médias, certains groupes militants ont appris à mettre en scène leur action de façon à la rendre acceptable et séduisante pour des journalistes<sup>3</sup>. Cependant, il est souvent difficile de parvenir à établir un lien entre les caractéristiques du traitement par les médias d'un mouvement social et l'évolution ultérieure de celui-ci. Nous voudrions, à travers l'exemple de SOS-Racisme, montrer que l'ampleur de la couverture journalistique et l'orientation des commentaires portés sur une organisation militante vont exercer une influence décisive sur ses chances de succès et sa trajectoire ultérieure. En analysant le processus de production de l'enthousiasme journalistique pour la nouvelle association antiraciste en 1985 puis celui de son déclin, nous chercherons à mettre en évidence que la couverture par la presse d'une organisation militante n'est pas seulement le

---

1. Voir CHAMPAGNE, 1990.

2. Voir GANS, 1979, TUCHMAN, 1978, GITLIN, 1980. Les spécificités du champ journalistique de chaque pays et les effets structurant des configurations partisans sur les pratiques professionnelles des journalistes rendent cependant délicates la comparaison et l'utilisation des travaux portant sur d'autres espaces médiatiques.

3. CHAMPAGNE, 1990, p. 232-237, « Les manifestations 'pour' journalistes ».

produit de l'interaction entre les porte-parole du mouvement et les journalistes, mais qu'elle est aussi subordonnée à la configuration du champ politique, dont les clivages s'imposent en partie aux journaux et dont dépend le volume des ressources que perçoivent les entreprises de mobilisation.

### L'IMPORTANCE DE LA PRESSE DANS L'EMERGENCE DU MOUVEMENT

Fondé en octobre 1984 par une cinquantaine d'étudiants de l'Unef-Id autour de Julien Dray et d'Harlem Désir, SOS-Racisme éprouve des difficultés à se faire connaître durant ses premiers mois d'existence. En janvier 1985, n'ayant à faire valoir que leur jeunesse et leur badge, les fondateurs ne parviennent pas à intéresser les journalistes chargés d'écrire sur l'immigration et les organisations antiracistes. Pourtant, le 15 juin 1985, SOS-Racisme organise place de la Concorde un grand concert auquel assistent plus de 300 000 personnes. Entre ces deux dates, un nombre considérable d'articles de journaux et de reportages télévisés auront fait connaître à tous Harlem Désir et les sympathiques jeunes qui ont alors décidé de « lutter contre le racisme ». A l'inverse de structures militantes implantées de longue date et qui sont souvent perçues comme ayant toujours été là (syndicats, formations politiques), SOS-Racisme est une organisation dont la constitution et l'activité ont essentiellement été portées à la connaissance du public par les journalistes. Ne disposant pas, en 1985, d'effectifs militants leur permettant de mener des actions autonomes, les fondateurs de SOS sont alors dépendants de la publicité que les journalistes peuvent leur apporter pour diffuser leur marque militante. La croissance rapide de l'association durant sa première année d'existence et sa capacité à susciter des soutiens ont par conséquent été directement conditionnées par l'attention que lui ont portée les journalistes<sup>4</sup>.

---

4. Pour d'autres exemples de mouvements dont le développement provient directement de l'intérêt que leur portent les journalistes voir MOLOTCH, 1979 et GITLIN, 1980.

**Tableau 1. Articles de la presse nationale ayant SOS pour sujet en fonction de l'année et de leur orientation<sup>5</sup>**

Année	Articles codés positifs	% d'articles codés positifs	Articles codés neutres	% d'articles codés neutres	Articles codés critiques	% d'articles codés critiques	Total
1985	285	72 %	64	16 %	49	12 %	398
1986	96	73 %	30	23 %	6	5 %	132
1987	150	62 %	53	22 %	39	16 %	242
1988	76	53 %	44	31 %	24	17 %	144
1989	52	33 %	89	56 %	19	12 %	160
1990	69	56 %	36	29 %	18	15 %	123
1991	23	24 %	41	43 %	32	33 %	96
1992	31	36 %	38	44 %	18	21 %	87
<b>Total</b>	<b>782</b>	<b>57 %</b>	<b>395</b>	<b>29 %</b>	<b>205</b>	<b>15 %</b>	<b>1382</b>

C'est le caractère massif de la couverture de SOS par la presse durant sa première année d'existence qui apparaît remarquable. Plus de 400 articles consacrés à SOS paraissent en 1985. Mais alors qu'un grand nombre d'articles publiés de façon étale aurait pu n'avoir qu'un effet de notoriété limité et ne pas être repris dans les journaux télévisés, ils se trouvent au contraire concentrés sur quelques périodes au cours desquelles ils tendent à saturer les lecteurs et les observateurs, leur rendant impossible d'ignorer l'association. Ainsi en 1985, 235 articles sur les 398 présents dans la base, soit 60 %, ont été écrits en l'espace de 6 semaines à l'occasion de trois initiatives de SOS, au rythme moyen de six par jour. Ces textes sont d'ailleurs souvent accompagnés d'un titre en première page ainsi que d'une photo d'Harlem Désir ou de l'une des personnalités artistiques qui parrainent SOS<sup>6</sup>. *Libération* et *Le Matin de Paris* font à plusieurs reprises d'une initiative de SOS le sujet de la rubrique « Événement » qui occupe les deux ou trois premières pages de ces quotidiens et qui focalise l'attention du lecteur sur une question d'actualité particulière. Le concert de la Concorde suscite, à *Libération* et au *Matin de Paris*, la publication de plusieurs cahiers

5. Pour des précisions sur les modalités de la constitution et du codage de la base de données sur SOS Racisme, voir *in fine* l'annexe méthodologique.

6. Entre 1985 et 1992, nous avons retrouvé environ une centaine d'articles accompagnés d'une photo d'Harlem Désir, dont une vingtaine pour la seule année 1985.

spéciaux. *Libération* consacre au total 24 pages entières à ce concert et 54 pages à SOS sur l'ensemble de l'année 1985. L'importance de la couverture de SOS tend à constituer elle-même un événement et participe au processus de construction de l'importance sociale de l'association. Les journalistes des autres rédactions – en particulier ceux des radios et des télévisions – vont être amenés à aligner la tonalité de leurs commentaires, le nombre des reportages qu'ils consacreront à SOS et leur place dans la hiérarchie des titres sur ce qu'ils peuvent lire dans la presse écrite<sup>7</sup>.

L'ampleur initiale de la couverture de l'action des fondateurs de SOS se double d'une pratique inhabituelle qui manifeste l'étonnant intérêt des journalistes pour l'association, celle des articles *anticipant* l'événement<sup>8</sup>. En 1985, 57 % des articles consacrés aux principales initiatives de SOS sont publiés avant celles-ci plutôt qu'après comme les normes professionnelles du travail journalistique le prescrivent généralement<sup>9</sup>. L'annonce de l'organisation d'événements militants constitue bien évidemment un soutien implicite aux initiatives ainsi rendues publiques :

« Eric Dupin – [...] Il y avait une tradition qui s'était instaurée à *Libération*, qui faisait qu'on faisait la manchette et l'événement le samedi sur le concert de SOS. Là, c'est un appel à participer objectif<sup>10</sup>. »

La publication de cahiers spéciaux annonçant le programme du concert modifiait la structure éditoriale des journaux et nécessitait une décision spécifique de la direction de la rédaction. La publication d'autant d'articles – que l'importance intrinsèque des actions de SOS ne justifiait pas toujours en particulier durant sa première année d'existence – n'aurait pas été possible sans un effort délibéré de certaines rédactions pour mettre l'association en valeur. Cet engagement en faveur de l'association n'est cependant le fait que d'une partie de la presse. Ainsi, on constate que les articles publiés par *Le Matin de Paris*, *Le Monde* et *Libération* en 1985 et

---

7. Si les journaux de presse écrite touchent relativement peu de lecteurs, il est fréquent que la presse audiovisuelle leur emprunte à la fois ses sujets et les angles journalistiques légitimes qu'elle est susceptible d'adopter. La faiblesse des moyens d'investigation des journaux télévisés, l'urgence dans laquelle ils sont réalisés et la protection contre les mises en cause politiques que procurent ces emprunts permettent d'expliquer la fréquence de l'imitation télévisée de la presse écrite.

8. Sur les articles annonçant les manifestations voir CHAMPAGNE, p. 204-208.

9. Voir LE BOHEC, 1997.

10. Interview d'Eric Dupin, journaliste à *Libération*, le 8 février 1994.

1986 représentent près de 80 % des articles de la presse nationale présents dans notre échantillon (voir tableau 2).

**Tableau 2. Nombre d'articles consacrés à SOS publiés par *Libération*, *Le Matin de Paris* et *Le Monde* entre 1985 et 1992 (en pourcentage)**

Année	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992
<i>Libération</i> + <i>Le Monde</i> + <i>Le Matin</i> *	306	114	148	92	107	68	45	27
Pourcentage des articles publiés	77 %	87 %	61 %	64 %	67 %	55 %	45 %	31 %
<i>Le Figaro</i> + <i>Le Quotidien de Paris</i>	37	9	36	32	28	28	23	21
Pourcentage des articles publiés	9 %	7 %	15 %	22 %	18 %	23 %	24 %	24 %

\* Entre 1985 et 1987.

Dès mars 1985, ce sont les journaux classés « à gauche<sup>11</sup> », *Le Matin de Paris*, *Libération*, *Le Monde*<sup>12</sup>, qui consacrent à la nouvelle association beaucoup plus d'articles que les journaux associés à « la droite », *Le Figaro* ou *Le Quotidien de Paris* (306 articles contre 37 en 1985 voir tableau 2). Les journaux « progressistes » accordent depuis longtemps plus d'attention que leurs confrères aux sujets touchant « l'immigration » et le « racisme » et ils disposent, contrairement à ces derniers, de journalistes spécialisés dans ce domaine, dont la seule présence au journal tend à engendrer des articles ayant l'immigration ou l'antiracisme pour sujet<sup>13</sup>. L'antiracisme constitue ainsi, au moins depuis la guerre d'Algérie, un thème propre au personnel

11. Dans la suite du texte nous placerons entre guillemets les termes de « droite » et de « gauche », toujours susceptibles d'être pris dans une acception politique. Nous utiliserons ici sans la documenter davantage l'opposition entre des quotidiens « de droite » et « de gauche » pour rendre compte des différences d'orientation dans le traitement journalistique de SOS. Pour plus de précision voir JUHEM, 1998.

12. Sur l'évolution de l'orientation politique de la ligne éditoriale et de l'image publique du *Monde* voir EVENO, 1996, THIBAU, 1996 et BERGER, 1992.

13. Pour un aperçu des différences dans le traitement des « questions de l'immigration » dans plusieurs journaux nationaux voir BONNAFOUS, 1991, p. 32-37, 69-79 et 121-129 et GASTAUT, 1994.

politique, aux journalistes et aux associations antiracistes se reconnaissant dans « la gauche ». Les dirigeants des journaux proches de « la gauche » peuvent d'ailleurs supposer que leur lectorat est intéressé par des articles ayant pour sujet les actes de « racisme » et l'action antiraciste. A l'inverse, la prudence du personnel politique du RPR ou de l'UDF face à ces thèmes, l'absence d'organisation rédactionnelle adaptée à la couverture de tels sujets, puis les informations sur l'origine politique des fondateurs de SOS vont, dès les premiers mois de 1985, dissuader la presse d'opposition de publier des articles laudatifs envers la nouvelle association, même s'il est alors difficile d'attaquer une telle cause<sup>14</sup>.

#### LES RAISONS POLITIQUES DU SOUTIEN INITIAL DE LA PRESSE A SOS

La réussite de SOS auprès des journalistes en 1985 ne fut cependant pas immédiate. Après les mouvements « beurs » de 1983 et 1984, les rédacteurs spécialisés dans le secteur de l'immigration jugeaient de la légitimité des organisations antiracistes à l'ancrage dont elles disposaient au sein de la jeunesse « issue de l'immigration », c'est-à-dire des militants des « marches ». Les premières initiatives de SOS, association essentiellement composée d'étudiants, généralement d'origine française, suscitent donc peu d'échos de la part des « rubricards » traitant des mouvements antiracistes – Eric Favereau de *Libération*, Frédérique Lantieri du *Quotidien de Paris* ou Nicolas Beau du *Monde* – puisqu'ils ne considèrent pas que la nouvelle association mérite beaucoup d'attention. Ils préfèrent proposer à leurs hiérarchies des textes sur l'évolution des mouvements beurs qui, au contraire, en dehors d'événements particuliers et spectaculaires comme les marches, ne constituent pas une priorité pour les rédactions. Il y a donc pour les fondateurs de SOS une difficulté initiale à échapper à l'opposition des journalistes spécialisés. A *Libération*, les premiers articles ayant SOS pour sujet ne seront pas issus du service société auquel appartient Eric Favereau mais du service « mode de vie » alors dirigé par Laurent Joffrin. C'est

---

14. En mars 1985, après le meurtre d'Aziz Madak à Menton et face aux protestations antiracistes que cette mort avait provoquées, *Le Figaro* avait publié des extraits du casier judiciaire de la victime pour montrer qu'il s'agissait « probablement » d'un « règlement de compte » plutôt que d'un meurtre motivé par la seule appartenance ethnique de la victime. Cette publication avait suscité l'indignation de l'ensemble de la presse de gauche. Voir Gérard Nirascou, « Menton : une affaire sordide », *Le Figaro*, 27 mars 1985 et Michel France, « La mort d'Aziz, version du *Figaro* », *Le Matin de Paris*, 28 mars 1985.

seulement en contournant les journalistes qui auraient logiquement dû écrire sur leur action que les dirigeants de SOS vont pouvoir obtenir que *Libération* parle de la nouvelle association. Alors que les journalistes spécialisés qui doivent gérer les relations avec leurs sources militantes privilégient l'adéquation avec les mouvements « beurs » issus des marches, les directions des rédactions évaluent selon des logiques différentes l'intérêt journalistique et commercial de la couverture ainsi que son opportunité politique. Nous verrons que la mise en forme adoptée par SOS – un « rassemblement » de « jeunes » « multicolore » et « apolitique » – était beaucoup mieux adaptée aux contraintes pratiques et aux catégories de perception des hiérarchies rédactionnelles qu'à celles des simples journalistes.

A l'inverse de l'hostilité de la plupart de leurs « rubricards », l'intérêt que les hiérarchies rédactionnelles de la presse « de gauche » manifestent pour SOS-Racisme s'explique notamment par la configuration politique dans laquelle émerge la nouvelle association. Les résultats que le Front national a obtenus aux municipales de 1983 puis aux élections européennes de 1984 ont fortement surpris et inquiété au sein du milieu des journalistes des grandes rédactions nationales<sup>15</sup>. Certains journalistes s'interrogent alors publiquement sur la responsabilité des médias dans la progression du Front national et considèrent que la profession serait fondée à empêcher Jean-Marie Le Pen d'accéder aux micros de la radio ou de la télévision<sup>16</sup>. D'autres, s'ils acceptent de l'inviter à parler, prétendent le mettre en difficulté<sup>17</sup>. Si la concurrence entre les rédactions aura rapidement raison de

---

15. Ce n'est pas ici le lieu d'analyser en détail les raisons de la sensibilité particulière des journalistes dirigeant les rédactions à la progression du Front national. Suggérons seulement que beaucoup d'entre eux ont appartenu à un groupe politique, souvent à l'extrême gauche et que sous beaucoup d'aspects ils ont des caractéristiques sociales diamétralement opposées à ce qu'on sait de celles des électeurs du Front national : statut social établi, diplômés et culturellement progressistes pour les premiers, non diplômés et statuts sociaux dominés pour beaucoup des seconds (voir MAYER et PERINNEAU, 1996, p. 249-321 et RIEFFEL, 1984). Autant que le contenu de l'offre politique du Front national, c'est le style « populiste » de ses dirigeants qui semble susciter l'hostilité. Voir COLLOVALD, 1989.

16. Pour un exemple de livre sur Jean-Marie Le Pen écrit par des journalistes après ses premiers succès électoraux, voir PLENEL et ROLLAT, 1984. Pour une illustration des relations entre les journalistes et le Front national voir BIRENBAUM, 1992 ; voir aussi VIRIEU 1990, ROUCAUTE, p. 314, 335, 343 et 370, BERGER, 1992, YONNET, 1990.

17. Les premières invitations de Jean-Marie Le Pen à *L'Heure de vérité* voient les journalistes se montrer inhabituellement agressifs et pugnaces avec l'invité ; voir VIRIEU, 1990.



ces interrogations, le fait qu'une telle controverse entre des responsables de rédaction et des éditorialistes ait pu avoir lieu constitue un indicateur de l'impact que le succès du FN a pu avoir au sein du milieu journalistique. Face à un parti qui est alors couramment qualifié dans la presse de « fasciste » et « d'extrémiste », toute action visant à entraver sa progression apparaît légitime, même si elle ne provient pas d'acteurs politiques mais de journalistes dont le discours professionnel est par ailleurs fondé de façon croissante sur l'affirmation du principe de neutralité partisane<sup>18</sup>. Dans une configuration politique où les anciens repères idéologiques ont été redéfinis par la transformation de l'offre politique du Parti socialiste en 1983, l'antilepnisme constituait pour certains journalistes, notamment ceux issus de l'extrême gauche et favorables à l'*aggiornamento* du « tournant de la rigueur », une façon de donner des preuves de fidélité aux engagements traditionnels de la gauche. Si les rédactions ne pouvaient collectivement limiter l'accès de Jean-Marie Le Pen aux médias, elles pouvaient en revanche se montrer systématiquement critiques à son égard et accorder une attention bienveillante à toutes les initiatives qui apparaissaient pouvoir entraver sa progression. Les fondateurs de SOS, en présentant leur mouvement comme une riposte à ce qu'ils nomment la « banalisation des idées racistes » dans la sphère politique, vont bénéficier de la sympathie spontanée de beaucoup de journalistes.

« Eric Dupin – Alors le Front national, quand il a émergé en 1984, c'était terrible pour *Libération*, pour les anciens gauchistes pour qui le fascisme c'était l'ennemi... Donc pour eux, voir le Front national arriver comme ça à 11 %, c'était un coup de tonnerre extraordinaire. Je me souviens de la soirée des élections européennes de 1984 au journal, c'était quelque chose d'extraordinaire<sup>19</sup>. Et donc ensuite, il fallait lutter contre Satan. Et là, je crois de manière assez sincère, le fait de promotionner SOS-Racisme était considéré comme un moyen de faire reculer le Front national, [...]. Il y avait le bien et le mal, SOS-Racisme et le Front national. [...] Je pense que ce qui a entraîné la mobilisation de beaucoup de gens, c'était l'existence du Front

---

18. Voir LE BOHEC, 1997 et TUCHMAN, 1972.

19. *Libération* titre le lendemain des élections européennes « Le Choc », surtitré « Percée de Le Pen, effondrement du PC » et consacre neuf pages à « l'événement ». Voir également l'article d'Eric Dupin, « L'irruption Le Pen », *Libération*, 18 juin 1984, l'éditorial de Gérard Dupuy, « Qui a peur d'un homme aimable ? », *Libération*, 18 juin 1984 et le lendemain le texte de Fabien Roland-Lévy, « L'opposition troublée par le choc Le Pen », *Libération*, 19 juin 1984.

national, la légitimation politique du racisme, donc de SOS. Avant 1981, c'est impossible à concevoir<sup>20</sup> ».

« Frédéric Ploquin – Il faut remettre les premiers articles écrits sur SOS dans le contexte de l'époque : il y avait la montée du Front national, l'apparition du lepenisme comme une véritable force en France. Un journal comme *Le Matin de Paris* ne pouvait qu'amplifier ça. Ce n'était pas un journal lié à un parti sauf sur la fin, mais c'était quand même un journal très ancré à gauche et donc idéologiquement il y avait quand même une sorte de complicité de fait avec tous les mouvements antiracistes<sup>21</sup>. »

« Jean Daniel – Nous avons perçu SOS comme un élan providentiel de compensation, d'équilibre à l'égard du Front national naissant, du lepenisme populiste menaçant : nous étions bien contents de trouver des forces d'appoint et de compensation<sup>22</sup>. »

SOS est donc favorisé par les rédactions « de gauche » dans une configuration politique marquée par le développement du Front national qui va permettre aux fondateurs de l'association de trouver des acteurs favorables à son action aussi bien dans le monde politique que dans le milieu journalistique. Mais, contrairement aux initiatives antilepénistes des partis « de gauche », que la presse qui leur est associée hésite à soutenir avec trop d'insistance de peur de se voir étroitement identifiée à ces partis et de remettre en cause sa crédibilité professionnelle, l'action de SOS-Racisme, organisation qui revendique son « apolitisme » et met en avant à la fois des artistes de variétés et des hommes politiques classés « à droite » – en particulier Jacques Toubon et Simone Veil – permet aux journalistes de la

---

20. Entretien avec Eric Dupin, le 8 février 1994. Eric Favereau juge également que le désir de contrebalancer la progression du Front national est en partie à l'origine de l'intérêt des dirigeants de *Libération* pour SOS : « *Question – Qu'est-ce que doit, à votre avis, le soutien de Libé à SOS à la peur de Le Pen ? Parce que je me souviens des débats entre journalistes sur le thème 'est-ce qu'il faut aider Le Pen, est-ce qu'il faut le faire passer à la télé ?'*. Eric Favereau – Oui, je crois que ça a dû jouer. Ils se sont bien inscrits sur ce débat surréaliste, de 'faut-il ou pas combattre Le Pen'. [...] Oui, sûrement que ça a joué, puisque c'est la seule chose dans un journal comme celui-là qui est absolument tabou. Le Pen oui, l'évidence de ce combat-là... Donc, peut-être que certains trouvaient dans SOS le militantisme qu'ils n'exerçaient plus eux-mêmes, ou exerçaient différemment dans un journal ou en écrivant. Ouais, c'est vrai, mais je crois que SOS a bien correspondu à ces années-là et c'est pour ça que ça a bien marché » ; entretien avec Eric Favereau, 23 mars 1993.

21. Entretien avec Frédéric Ploquin, journaliste du *Matin de Paris* chargé de l'immigration au début de 1985, le 23 juin 1993.

22. Entretien avec Jean Daniel, directeur de la rédaction du *Nouvel Observateur*, le 9 juin 1993.

presse « de gauche » de mener une campagne antilepéniste en réduisant les risques de remise en cause de leur neutralité professionnelle<sup>23</sup>. Tant que SOS n'apparaît pas systématiquement lié au Parti socialiste, le soutien accordé à l'association ne constitue qu'un faible danger pour la crédibilité des rédactions qui la promeuvent. Mais si on ne peut comprendre le soutien des quotidiens « de gauche » à une organisation antiraciste sans analyser la proximité idéologique qui les lie à une cause qu'ils ont souvent défendue, on ne peut réduire l'explication du succès de SOS auprès des journalistes à des raisons d'affinités politiques.

### STRATEGIES PUBLICITAIRES ET SOUTIENS JOURNALISTIQUES A SOS

Si l'effort consenti par les journaux « de gauche » pour traiter largement des actions de SOS nécessitait une certaine adéquation de leur ligne éditoriale avec l'orientation générale de la nouvelle association, cet accord politique n'en constituait pas l'unique principe d'engendrement. On ne peut comprendre la considérable couverture de presse de SOS entre le 15 février et le 20 juin 1985, sans analyser les opérations publicitaires et commerciales auxquelles les actions et les concerts organisés par SOS donnent lieu dans un contexte de concurrence élevée entre les journaux « de gauche ».

« Dominique Pouchin – Mes premiers souvenirs forts [sur SOS] ce sont des discussions sur le thème [...] : 'mais pourquoi n'a-t-on pas sponsorisé le concert de la Concorde ? Pourquoi est-ce qu'on n'était pas à la Concorde ? Pourquoi on a laissé ça à *Actuel* ?' Je crois qu'*Actuel* était le sponsor de la première fête à la Concorde, et qu'on n'y était pas. Comme la Concorde avait été un gros événement, je me souviens qu'il y avait eu une première discussion qui avait été relativement courte, mais assez animée, sur le thème : 'pourquoi on est en dehors de ça<sup>24</sup> ?' ».

23. Peu de temps avant les premiers articles sur SOS, les journalistes de *Libération* tenteront de mettre en cause Jean-Marie Le Pen sur son action en Algérie (voir *Libération* du 12 février 1985 dont le titre est « Torturés par Le Pen, plusieurs de ses victimes témoignent aujourd'hui » ; voir également Lionel Duroy et Joëlle Stolz, « Alger 1957, villa des roses : un député français chez les légionnaires », *Libération*, 12 février 1985). Le lendemain *Le Quotidien de Paris* et *Le Figaro* reprocheront au journal de mener une campagne politique contre le Front national obligeant Serge July à répondre aux critiques (voir « L'enquête, pas la campagne », *Libération*, 13 février 1985).

24. Entretien avec Dominique Pouchin, directeur adjoint de *Libération*, le 9 décembre 1994.

Après 1981, la baisse du tirage des anciens journaux d'opposition et le processus de neutralisation politique des lignes éditoriales qui les affectent, induits en particulier par la stratégie de normalisation et de « recentrage » suivie par *Libération* et *Le Matin de Paris*, placent les journaux « de gauche » dans une situation de concurrence accrue pour maintenir leur diffusion et attirer de nouveaux lecteurs<sup>25</sup>. La couverture que *Libération* et *Le Matin de Paris* consacrent à SOS-Racisme en 1985 peut ainsi être expliquée par l'intérêt que ces rédactions, dans une logique d'élargissement de leur diffusion, pouvaient porter en tant que lecteurs potentiels aux jeunes porteurs de badges et à tous ceux qui éprouvaient de la sympathie à l'égard du nouveau mouvement antiraciste. Les lycéens qui paraissent constituer le principal public de SOS-Racisme, sont alors perçus par les journalistes comme prêts à défendre des causes « généreuses » mais sans avoir de préférences partisans bien affirmées<sup>26</sup>. Pour les responsables de *Libération*, du *Matin de Paris* ou même du *Monde*, ils représentent des lecteurs potentiels – puisqu'intéressés par l'actualité et une certaine forme d'engagement politique « progressiste » – pour lesquels des stratégies de séduction particulières doivent être conçues<sup>27</sup>. SOS-Racisme est alors considéré par certaines rédactions comme un moyen de toucher une partie de « la jeunesse » et de l'attacher à la lecture d'un journal particulier. En devenant, malgré les réserves de son « rubricard » immigration, le quotidien publiant le plus grand nombre d'articles consacrés à SOS, *Libération* cherche à apparaître comme le journal le plus proche de la sensibilité

---

25. Entre 1981 et 1985, *Le Monde* perd près de 100 000 lecteurs quotidiens et *Le Matin de Paris*, la moitié de son lectorat alors que *Le Figaro* en gagne plus de 60 000. Parmi les titres classés « à gauche » seul *Libération* qui se « recentre » et cherche à perdre son image de quotidien gauchiste et marginal gagne plus de lecteurs qu'il n'en perd. La contraction de la demande de la presse « de gauche » est interprétée parmi les rédactions comme le signe d'un désintérêt des lecteurs envers des journaux qui apparaissent trop proches du gouvernement. Voir EVENO, 1996, p. 219-222, 338-341, 353-355, et BERGER, 1992, p. 181-187 et 190-191. Pour une analyse des transformations, à partir de 1981, de la concurrence journalistique dans le segment particulier de la presse « de gauche », voir JUHEM, (à paraître).

26. Il s'agit là de la perspective adoptée par la plupart des journalistes dans leurs premiers articles sur SOS. Voir Gilles Anquetil et Pierre Blanchet, « Touche pas à mon pote », *Le Nouvel Observateur*, 15 février 1985, Sophie Duchemin, « La petite main sur le cœur des lycéens de Brochon », *L'Événement du Jeudi*, 21 février 1985 et Didier Porte, « La petite main des lycéens », *Le Matin de Paris*, 26 mars 1985.

27. Au début de la décennie 1980, Serge July et les responsables de la nouvelle régie publicitaire de *Libération* cherchent à redéfinir l'image publique du lectorat du journal jusqu'alors peu susceptible d'attirer des annonceurs, pour en faire un public composé de jeunes cadres, de professions intellectuelles, d'opinion « progressiste » mais éloignés de toute pratique militante ; voir PERRIER, 1994, p. 167 et 202.

antiraciste des jeunes. SOS constitue alors pour les dirigeants de *Libération* ou du *Matin de Paris* une cause en adéquation avec les valeurs qu'ils défendent mais aussi une organisation dotée d'une image positive à laquelle ils souhaitent associer leur journal.

« Philippe Bernard – *Libération* en faisait des tonnes depuis le début, il y en avait des pages et des pages : Eric Favereau était en décalage par rapport à son journal [...]. *Libé* voulait être un peu, entre guillemets, le journal officiel du mouvement. Ils voulaient aussi d'une certaine manière récupérer les jeunes qui allaient dans ce genre de concert. Ce qui *a priori* se conçoit : on peut penser que les jeunes étaient plus des lecteurs de *Libé* que du *Monde*<sup>28</sup>. »

« Laurent Joffrin – Cette alliance de militantisme moral et de savoir-faire médiatique était tout à fait dans l'air du temps des années 1980, comme *Libération* était aussi l'expression de l'air du temps des années 1980. Les deux entités se trouvaient en phase [...]. Mais il y avait un côté mode, d'effet d'air du temps, qui incitait *Libération* à traiter très largement pour être dans le coup<sup>29</sup>. »

« Q – Quel jugement vous portez par exemple sur le traitement de SOS qu'a fait *Libération*, [...] quand ils ont fait des cahiers spéciaux au moment des concerts ?

Robert Solé – Oui, oui, ils jouaient à fond la carte SOS, c'était leur public, c'était commercial, nous au *Monde*, on ne faisait pas ça..

Q – Vous pensez que c'était commercial ?

R – Bien sûr<sup>30</sup>. »

Les concerts de SOS vont être l'occasion d'un véritable investissement publicitaire des journaux « de gauche » vis-à-vis des spectateurs présents. Le soutien qu'ils manifestent à SOS est stimulé et renforcé par la concurrence

---

28. Entretien avec Philippe Bernard, journaliste du *Monde* chargé de l'immigration et de l'antiracisme, le 10 juin 1993.

29. Entretien avec Laurent Joffrin, 8 avril 1993. Eric Dupin, à l'époque sur le point de partir de *Libération* pour *L'Événement du Jeudi*, juge également que les dirigeants de *Libération* accordaient une très grande attention aux « phénomènes de mode » : « Eric Dupin – D'abord, il y avait quand même, au journal *Libération*, leur critère, c'était ce qui marche, ce qui est à la mode, c'est bien, c'est un critère je dirais, de réussite sociale au sens général, 'si ça marche c'est que c'est bien, donc il faut en rendre compte' et donc il y a un phénomène de boule de neige » ; entretien avec Eric Dupin, le 8 février 1994.

30. Entretien avec Robert Solé, chef du service « Société » du *Monde* à partir de 1986, le 11 septembre 1995.

qui les oppose pour apparaître aux côtés de l'association. En 1985, ne pouvant placer son logo sur la scène du concert de la Concorde puisque *Actuel* en est déjà le sponsor, *Libération* fait, à partir des trois cahiers spéciaux publiés durant la semaine précédant le concert, un supplément qui sera distribué gratuitement durant la fête. *Le Matin de Paris* édite plusieurs encarts identifiés par le logo de SOS avant le concert et donne les coordonnées téléphoniques des comités de province qui organisent les transports pour Paris. Au *Matin de Paris*, c'est l'un des fondateurs de l'association, Didier François, qui est chargé, en octobre 1985, d'écrire sur le secteur de l'immigration et de l'antiracisme. En devenant l'année suivante et jusqu'en 1988 le sponsor du concert de SOS et en diffusant gratuitement les pages publicitaires annonçant l'événement, *Libération* s'éloigne d'une attitude strictement « journalistique » pour faire de SOS le support d'une stratégie commerciale. Dès lors, les parties rédactionnelles de ce journal peuvent difficilement être critiques à l'égard de la nouvelle association antiraciste. De fait, entre 1986 et 1988 le soutien de *Libération* à SOS ne se dément pas et si le nombre d'articles décroît – en partie parce que la nouveauté de SOS s'émousse – il demeure élevé tandis que l'orientation des commentaires reste très positive. La couverture étoffée et favorable du *Matin de Paris* et de *Libération* entraîne celle des autres journaux « de gauche » mais aussi « de droite », contraints par la profusion des articles sur SOS-Racisme à traiter celui-ci plus abondamment. L'intérêt de la presse écrite suscite et renforce celui des journalistes de télévision à qui SOS permet de faire des sujets à la fois positifs, consensuels et politiquement neutralisés. La configuration concurrentielle du champ de l'information tend ainsi à homogénéiser l'angle de traitement adopté par l'ensemble des journalistes à l'égard de SOS.

## UNE MISE EN FORME POUR LA PRESSE

Mais si les journalistes sont en mesure d'accorder une aussi grande attention à la nouvelle association c'est parce que celle-ci présente une mise en forme particulièrement adaptée aux contraintes d'expression spécifiques qui s'imposent à eux. L'image publique jeune et spontanée que ses créateurs donnent à SOS, qui est plus proche des mises en forme produites au moyen de techniques du marketing publicitaire que des registres ordinaires de l'expression militante propres à rebuter les journalistes, permet aux rédactions de traiter de l'actualité de la cause antiraciste sur un mode qui se rapproche du reportage de divertissement.

« Frédéric Ploquin – L’antiracisme était fait jusque-là par des emmerdeurs, des emmerdeurs au sens journalistique, c’est-à-dire des gens qui avaient toujours le même discours, toujours les mêmes propos : *Le Matin de Paris* n’aurait pas pu faire cinq pages sur le MRAP. Et puis tout d’un coup, on a des gens qui arrivent, d’une autre génération, et qui bousculent tout ça. Ce sont les premiers à avoir appliqué à l’antiracisme une logique un tant soit peu médiatique et donc pour un journal comme *Le Matin*, c’était impossible de passer à côté<sup>31</sup>. »

L’attention que la presse accorde à SOS-Racisme est soutenue par l’intérêt professionnel et commercial que l’association peut revêtir pour les journalistes. La proximité idéologique que ses fondateurs entretiennent avec les dirigeants des journaux « de gauche » aurait pu n’aboutir qu’à la publication de quelques articles à l’occasion de manifestations militantes. L’originalité de SOS-Racisme provient d’une part de l’importance des soutiens politiques et financiers et donc de l’ampleur des initiatives militantes qu’ils autorisent et, d’autre part, d’une mise en forme de l’action militante spécifiquement destinée à la presse et profondément différente des modes de présentation des autres organisations militantes. La nouveauté, la jeunesse de ses animateurs, l’apparence ludique du militantisme (le badge, les concerts, la manifestation-carnaval de décembre 1985), le discours non revendicatif et délibérément œcuménique, tout cela différencie SOS-Racisme des organisations militantes ordinaires que les journalistes considèrent alors comme « archaïques » et ennuyeuses, c’est-à-dire suspectées de pouvoir détourner les lecteurs et les auditeurs de la consommation des produits journalistiques. En donnant à l’antiracisme une logique de présentation recoupant les préoccupations d’audience des responsables de rédaction, les fondateurs de SOS parviennent à offrir aux journalistes un produit militant qui ne les rebute pas, c’est-à-dire une organisation dont la couverture leur permettra d’allier information et divertissement.

---

31. Entretien avec Frédéric Ploquin, alors journaliste du *Matin de Paris* chargé de l’immigration, le 23 juin 1993.

**Tableau 3. Répartition de la tonalité des articles entre 1985 et 1992 dans les journaux « de droite », *Le Figaro*, *Le Quotidien de Paris***

Année	Articles positifs	Articles neutres	Articles critiques	+ %	n %	- %
1985	14	5	18	38 %	14 %	49 %
1986	3	2	4	33 %	22 %	44 %
1987	7	11	18	19 %	31 %	50 %
1988	2	12	18	6 %	38 %	56 %
1989	2	19	7	7 %	68 %	25 %
1990	8	8	12	29 %	29 %	43 %
1991	3	8	12	13 %	35 %	52 %
1992	5	9	7	24 %	43 %	33 %
total	44	74	96	21 %	35 %	45 %

Défendant une cause « consensuelle », disposant de la sympathie manifeste « des jeunes », public recherché par les journaux et leurs annonceurs, et pourvu d'une mise en forme « moderne » et « apolitique », SOS-Racisme constitue donc une organisation particulièrement propre à susciter l'intérêt des journalistes de la presse « de gauche » en faveur d'un contexte où ceux-ci cherchent à s'opposer au Front national. En cumulant d'une part les avantages de l'engagement dans une cause traditionnellement « de gauche » (mais en se gardant d'exhiber les stigmates – discours protestataire, « langue de bois », pratiques militantes routinisées – que beaucoup de journalistes en sont venus à considérer comme indissociables du militantisme) et, d'autre part, l'attrait journalistique et commercial que représente une organisation à l'action « spectaculaire » dont la couverture peut être classée aussi bien dans les pages loisirs, dans la rubrique société ou dans les pages consacrées aux personnalités artistiques, les fondateurs de SOS-Racisme proposent un sujet d'actualité dont la mise en forme est parfaitement ajustée aux contraintes spécifiques des journalistes.

#### ATTAQUER UNE JUSTE CAUSE

Cependant, les débuts de SOS sont également facilités par la difficulté qu'ont ses premiers adversaires – certaines associations beurs et les partis d'opposition – à critiquer les défenseurs d'une cause « irréprochable », c'est-à-dire dont le bien-fondé est si évident qu'il est nécessaire de justifier précautionneusement son éventuelle contestation. En 1985, la fondation



récente de l'association qui n'a pas à répondre d'un bilan et son discours non revendicatif rendent malaisée la définition d'un registre argumentatif permettant de la mettre en cause. Ce n'est qu'au bout de quelques mois, une fois la notoriété de SOS bien établie, qu'émergeront des registres d'argumentation critiques susceptibles d'être employés contre SOS : l'indépendance politique de l'association et le mode de financement public des concerts sont contestés et les militants « beurs » reprochent à SOS-Racisme son manque « d'implantation » dans les quartiers de banlieue et la « faible proportion » en son sein des jeunes issus de l'immigration. Fondées ou non, ces accusations vont constituer durant plusieurs années l'essentiel des arguments utilisés contre SOS. Pourtant en 1985, les acteurs qui formulent ces critiques ne parviennent pas à modifier le cadre d'interprétation<sup>32</sup> majoritairement adopté par les journalistes. Les rédactions des journaux « de gauche » continuent d'accorder une attention minutieuse aux actions de SOS et à les considérer comme positives. Même le personnel politique « de droite » préfère ne pas souligner la proximité existant entre la direction de SOS et le PS de peur d'apparaître opposé à la cause antiraciste dans son ensemble. Tant que l'image de SOS, association « liée au PS », ne sera pas davantage diffusée, le nombre des journalistes ou des acteurs politiques s'y référant pour la dénoncer demeurera très faible. Bien entendu, la rareté même de ces dénonciations permettra à SOS de conserver durablement son image publique de groupe apolitique de jeunes luttant contre le racisme. Pendant longtemps les critiques formulées envers SOS resteront socialement inaudibles parce que les hiérarchies rédactionnelles trouveront un intérêt à la couverture laudative de SOS.

Paradoxalement, l'association croissante de l'image publique de SOS avec les partis « de gauche » après 1988 sera favorisée par l'émergence de nouveaux adversaires de l'association au sein du PS. Tant que l'action de SOS restera conforme au schème d'affrontement entre la gauche et la droite, elle conservera suffisamment d'appuis pour prévenir la dégradation de son image publique. Durant la cohabitation de 1986-1988, l'engagement de SOS au côté de l'opposition conduit bien entendu à la publication de nombreux articles dans *Le Figaro* et *Le Quotidien de Paris* critiquant l'utilisation de l'antiracisme à des fins partisans<sup>33</sup>. Mais la participation de l'association

---

32. Voir GOFFMAN, 1991.

33. Voir par exemple Jacques Soustelle, « Un sous-marin nommé Désir », *Le Quotidien de Paris*, 11 juin 1986, Philippe Bénéton, « L'antiracisme dévoyé », *Le Figaro*, 12 septembre

aux mobilisations contre les lois Pasqua et la politique du gouvernement lui permet de recevoir le soutien spontané des partis de l'opposition et de la presse qui leur est associée. Les interventions des porte-parole de SOS sont, durant cette période, très souvent hostiles au personnel politique « de droite » (voir tableau 4). Que ce soit lors des campagnes sur les « bavures » de la rue de Mogador et de Fontenay-sous-Bois en juillet 1986, durant le mouvement étudiant de décembre 1986 ou lors des manifestations contre la réforme du Code de la nationalité, les porte-parole de SOS-Racisme s'engagent fortement contre l'action du gouvernement de Jacques Chirac. Dans cette configuration politique, les initiatives de l'association sont largement couvertes par les journaux d'opposition dont les rédactions saisissent en pratique les diverses occasions que leur donne l'actualité d'exprimer leur désaccord avec la politique du gouvernement, notamment en matière d'immigration et de lutte contre « l'insécurité » (*Libération*, *Le Matin de Paris* et *Le Monde* publient plus de 250 articles consacrés à SOS en 1986 et 1987, soit une moyenne d'un tous les trois jours voir tableau 2). La tonalité de ces articles est généralement positive (moins de 3 % des articles présents dans la base de données ont été codés critiques entre 1986 et 1988 contre 73 % codés positifs au sein des trois journaux). Face à l'appui que la presse « de gauche » apporte à SOS parmi d'autres organisations hostiles au gouvernement, les journaux télévisés – dont la large audience nécessite une plus grande euphémisation des lignes éditoriales – ne peuvent adopter un angle plus critique envers l'association antiraciste sans se retrouver sur les positions défendues par les journaux proches de la majorité et sans apparaître trop ouvertement partisans<sup>34</sup>. Si les reportages télévisés consacrés à SOS se raréfient, leur orientation ne devient cependant pas hostile. Le caractère positif des articles sur SOS dans la presse « de gauche » constitue donc un obstacle à la dégradation de son image, y compris dans des médias réputés hostiles.

---

1986, Jean-Philippe Moinet, « SOS-Racisme à gauche toute ! », *Le Figaro*, 14 mars 1988 et Paul Guilbert, « La machination du racisme », *Le Quotidien de Paris*, 14 mars 1988.

34. En décembre 1986, dans la perspective de l'élection présidentielle de 1988, les présidents des radios et des chaînes de télévision publiques nommés par le précédent gouvernement sont remplacés – à l'exception d'Hervé Bourges à TF1 – par des hommes proches du nouveau pouvoir. Si la nouvelle majorité ne souhaite pas laisser les moyens d'information audiovisuels aux mains de dirigeants qu'elle perçoit comme un personnel incontrôlable sinon comme des adversaires, la transformation des orientations éditoriales des journaux télévisés ne peut se faire alors que dans le cadre des contraintes de crédibilité et de mise en scène de « l'objectivité » qu'impose l'apparence de neutralité de l'information télévisée ; voir CHAMARD et KIEFFER, 1992, p. 350-354.

Après la nomination de Michel Rocard à Matignon en 1988, les contraintes de crédibilité, que l'appartenance au champ des associations antiracistes imposent à SOS, l'obligent à conserver le programme qui avait été adopté durant la cohabitation pour mettre en cause « l'absence » de politique d'intégration des populations issues de l'immigration. L'alternance politique conduit donc SOS-Racisme à confronter pour la première fois ses propositions revendicatives à un gouvernement socialiste. Au bout de quelques mois l'association en vient donc à critiquer ce qu'Harlem Désir appelle « l'immobilisme » du nouveau gouvernement dans le domaine de la politique de la ville<sup>35</sup>. A partir de novembre 1988, les porte-parole de l'association mettent en cause essentiellement des hommes politiques appartenant à la nouvelle majorité plutôt qu'à l'ancienne (voir tableau 4). La construction du courant de la *Gauche socialiste* dont Julien Dray, élu député en 1988, est avec Jean-Luc Mélenchon le principal animateur, suscite également à SOS-Racisme des adversaires au sein du Parti socialiste. Cependant, l'accroissement du nombre des acteurs politiques susceptibles d'être hostiles à SOS ne débouche pas immédiatement sur la généralisation d'un discours critique envers l'association. Il est en effet difficile pour des journalistes ou des hommes politiques « de gauche » d'attaquer une association antiraciste issue de leur propre « camp » politique et qui a rendu des services remarquables durant la cohabitation. Les critiques que la presse « de droite » utilisent ne seront que rarement reprises au sein des journaux de gauche qui manifesteront plutôt leur irritation envers SOS par une baisse du nombre d'articles à partir de 1989 et par un accroissement limité de la proportion de textes hostiles. On voit cependant les attaques contre l'association devenir plus fréquentes : les polémiques sur le port du foulard islamique en octobre 1989 amènent une critique de la position conciliante adoptée par SOS et préparent la mise en cause de la défense supposée par SOS d'un « droit à la différence » pour les immigrés ; les émeutes de Vaulx-en-Velin en octobre 1990 et l'opposition à SOS de certaines associations beurs de Lyon vont permettre de développer la critique de la faible implantation de SOS « sur le terrain<sup>36</sup> » ; la publication du livre de Serge Malik sur *L'histoire secrète de SOS-Racisme* en 1990 accrédite l'idée que

35. Voir par exemple Gérard Courtois, « Harlem Désir s'inquiète du surplace du gouvernement », *Le Monde*, 17 novembre 1988, Jean Quatremer, « Harlem Désir : 'l'intégration est en panne' », *Libération*, 16 novembre 1988, Yves Cornu, « Harlem Désir : 'Rien n'a changé entre l'avant et l'après 88' », *Le Quotidien de Paris*, 19 décembre 1988.

36. Pour un exemple d'article reprenant ce thème voir Judith Waintraub, « Quand Harlem Désir se fait chahuter par les beurs », *Le Quotidien de Paris*, 6 décembre 1990 et Gilles Millet, « SOS part à la découverte de la France », *Libération*, 9 décembre 1989.

SOS sert les intérêts partisans du courant animé par Julien Dray<sup>37</sup>. Toutefois, l'écho rencontré par ces nouveaux adversaires et les répertoires argumentatifs qu'ils utilisent demeurent faibles jusqu'en 1990. En mars 1990, Harlem Désir invite Antoine Waechter, porte-parole des Verts, au congrès de Longjumeau et lance un *Manifeste pour l'intégration* détaillant la politique que SOS souhaite voir appliquer dans les quartiers populaires notamment dans les domaines de l'éducation et de la rénovation urbaine. Ce congrès, où SOS cherche à manifester à la fois son implantation nationale et son indépendance à l'égard du gouvernement socialiste est encore favorablement considéré dans la presse qui tend à reconnaître sa prise de distance à l'égard du PS<sup>38</sup>.

**Tableau 4. Les mentions négatives à l'égard de personnalités politiques en fonction de la période et du camp partisan dans les interviews et les tribunes données par les porte-parole de SOS-Racisme**

Période	1985/3-1986	3-1986/5-1988	5-1988/1992
Nombre d'interviews et de tribunes des porte-parole de SOS	23	20	46
Mentions négatives envers le FN	17 %	65 %	35 %
Mentions négatives envers des personnalités classées à droite	9 %	70 %	20 %
Mentions négatives envers des personnalités classées à gauche	4 %	5 %	65 %

## LE PROCESSUS DE DEFECTION DES SOUTIENS

C'est la guerre du Golfe qui va conduire à une rupture entre SOS et ses soutiens politiques et journalistiques. Le nombre d'articles positifs est alors divisé par quatre tandis que celui des articles défavorables augmente brusquement (voir tableau 5). Les adversaires « de gauche » de SOS qui auparavant hésitaient à mettre en cause publiquement une organisation qui apparaissait soutenue par François Mitterrand, peuvent alors le faire sans

37. MALIK, 1990.

38. Voir par exemple Jean Quatremer, « Revenus de Mitterrand, les potes se mettent au vert », *Libération*, 30 avril 1990, Jean-Jacques Bozonnet, « SOS-Racisme se mobilise contre les 'idées molles' de la classe politique », *Le Monde*, 2 mai 1990.

risque. Les journalistes de la presse « de gauche » vont se mettre à utiliser les registres argumentatifs critiques qui ne participaient pas jusqu'alors à la définition du cadre de perception et de jugement mis en œuvre pour couvrir SOS. Aux arguments sur la faible « représentativité » de SOS « en banlieue », la « manipulation politique » au service du PS et la défense du « droit à la différence », Pierre-André Taguieff, que la Guerre du Golfe a conduit à rompre sa collaboration avec SOS au sein de l'Observatoire de l'antisémitisme, va ajouter la critique des effets pervers de « l'antiracisme médiatique » qui, loin de permettre la lutte contre le racisme ou le Front national, favoriserait au contraire leur diffusion sous l'effet de la « diabolisation ». Ce n'est plus seulement les modalités de l'action des organisations antiracistes qui sont mises en cause mais le fondement même de leur légitimité à mener une action publique<sup>39</sup>. Alors que les rédactions de la presse « de gauche » hésitaient encore à critiquer une association défendant la cause de l'antiracisme, la thèse de Pierre-André Taguieff jugeant que les dirigeants de SOS desservent la cause qu'ils prétendent défendre emportent d'autant plus facilement leurs derniers scrupules qu'elles étaient plus opposées aux prises de position des porte-parole de SOS.

Curieusement, c'est alors que SOS cherche à se démarquer du PS en invitant des représentants des Verts à son congrès et en défendant face au gouvernement un programme revendicatif sur les politiques d'intégration que les critiques sur son affiliation partisane prennent de l'ampleur. C'est lorsque ses propositions sur « l'intégration » des populations issues de l'immigration sont les plus éloignées de la défense d'un « droit à la différence » que la critique du « différencialisme » de SOS se généralise<sup>40</sup>. Tout se passe comme si le nombre et l'orientation des articles que les journalistes consacrent à SOS ne dépendaient pas de la réalité de l'action ou du discours public de

---

39. Voir TAGUIEFF, 1991, « Vous avez trop diabolisé », tribune dans *Le Nouvel Observateur*, 26 mars 1992 et TAGUIEFF, 1995. On peut comparer les prises de position de Pierre-André Taguieff favorables à SOS avant la Guerre du Golfe (voir par exemple l'interview qu'il donne quelques mois avant la guerre au *Quotidien de Paris* le 18 avril 1990) avec la critique sévère qu'il en fera ensuite. Ce n'est pas seulement le prestige scientifique qui peut expliquer le crédit dont jouit alors Pierre-André Taguieff auprès de journalistes qui reprennent très favorablement les thèses développées par le chercheur, mais surtout le fait qu'en 1991 cette mise en cause « théorique » de l'action antiraciste des associations rencontre les besoins argumentatifs critiques des journalistes et leur donne à la fois des preuves à charge et une caution.

40. Voir par exemple Eric Conan, « Vous avez dit école laïque ? », *L'Express*, 27 octobre 1989, Serge Faubert, « Comment SOS s'est enfermé dans un ghetto », *L'Événement du Jeudi*, 3 mai 1990 et Gérard Spitéri, « Antiracisme : la désintégration », *Le Quotidien de Paris*, 24 mai 1991.

l'association mais plutôt de l'opportunité politique et journalistique de sa couverture. C'est quand la presse « de gauche » qui soutenait SOS aura moins d'intérêt à le faire – c'est-à-dire lorsque les profits politiques et journalistiques que l'association pouvait procurer aux journaux auront baissé – que l'attention des journalistes aux acteurs mettant en cause l'association augmentera.

En 1985, les adversaires de SOS disposaient de peu de ressources sociales (les associations « beurs ») ou cherchaient à éviter de se prononcer contre une association antiraciste (les partis d'opposition). Entre 1989 et 1991, l'appartenance des adversaires de l'association à « la gauche » les place à l'abri des accusations de « racisme » tandis que les ressources que leur donne leur présence au gouvernement rendent leurs critiques beaucoup moins négligeables par les journalistes que ne l'étaient celles des mouvements issus de l'immigration. Le cadre de perception et de jugement que les journalistes adopteront à l'égard de SOS dépendra donc pour beaucoup de l'audibilité que la position sociale et politique des adversaires de l'association leur procure. L'augmentation du nombre des adversaires de SOS va se traduire par l'accroissement des acteurs susceptibles de faire campagne contre l'association. Ainsi, « l'affaire des foulards » fait de Jean Poperen le principal critique du « différencialisme » de SOS<sup>41</sup>, tandis que les diverses mobilisations auxquelles la *Gauche socialiste* participe contre le gouvernement de Michel Rocard (mouvement des infirmières et manifestations lycéennes de 1990) conduisent Matignon à s'opposer à SOS<sup>42</sup>. Ainsi, le premier ministre subventionne généreusement l'association France-Plus dont la principale caractéristique sera d'adopter dans toutes les polémiques publiques des prises de position opposées à celles de SOS-Racisme – avec pour effet d'en relativiser l'impact<sup>43</sup>.

Cette attitude nouvelle de certains responsables gouvernementaux contribue à infléchir les dispositions à l'égard de SOS des journalistes qui auparavant le soutenaient. En 1988, après plusieurs années de recentrage de leur ligne

---

41. Voir par exemple l'interview de Jean Poperen dans *L'Express* du 13 octobre 1989.

42. Voir HUCHON, 1993, notamment p. 11, 57, 58 et 242.

43. Voir en particulier Jean-François Moruzzi, « Harlem Désir jugé par Arezki Dahmani : son discours contient 70 % de mensonges », *Le Quotidien de Paris*, 21 août 1987, Jean-Philippe Moinet, « Harlem Désir contesté », *Le Figaro*, 29 mars 1989 et l'interview d'Arezki Dahmani par Frédéric Georges, « Pourquoi je ne manifesterai pas », *Le Quotidien de Paris*, 22 janvier 1992. Après les élections de 1993, Arezki Dahmani se rapprochera du nouveau gouvernement, ce qui aura pour conséquence d'affaiblir sa crédibilité dans un milieu antiraciste majoritairement « de gauche ».

éditoriale<sup>44</sup>, les directions des journaux de gauche voient avec sympathie les tentatives « d'ouverture » et de constitution d'une majorité inédite réunissant le PS et une partie de l'UDF. Les rédactions de *Libération* et du *Monde* opposent à « l'archaïsme » de ceux qui apparaissent encore attachés à l'ancien clivage gauche-droite, « l'ouverture » et la « méthode Rocard » permettant de rechercher des « majorités d'idées », présentées comme « modernes ». La ligne incarnée par Julien Dray et Jean-Luc Mélenchon du refus de l'alliance au centre est précisément à l'opposé de ce qui avait initialement séduit les responsables de ces journaux : l'ostensible neutralité partisane de SOS-Racisme simultanément soutenu par des parrains « de droite » et « de gauche ». Les prises de position des porte-parole de SOS à l'égard du gouvernement Michel Rocard sont donc perçues comme un effet des oppositions politiques internes au PS entre Julien Dray et les rocardiens plutôt que comme l'expression ordinaire des demandes non satisfaites d'une organisation devant préserver sa crédibilité revendicative et sa base militante. Pour cette raison, le verdict des journalistes sur l'association tend à être plus réservé qu'auparavant et l'attention journalistique à l'ensemble de ses initiatives remise en cause.

« Dominique Pouchin – A l'époque de l'explosion de SOS [...], ses fondateurs font du lobbying et tout va bien. Quand [...] ils ont décidé d'en faire un groupe politique – parce que ce n'est jamais plus qu'un groupe politique, il ne faut pas me raconter d'histoires, ils l'ont voulu, ils l'ont fait – ben, c'est vrai que les journalistes ne peuvent plus être vis-à-vis d'eux dans le même rapport, même si c'est les journalistes de *Libération*. Et eux, ils en prennent ombrage, il faut quand même être cohérent. Je n'ai pas la même attitude vis-à-vis d'un lobbying pour la bonne cause antiraciste et d'un lobbying pour la *Gauche socialiste*. Je n'y peux rien, pour moi, ce n'est pas de même nature et je ne me comporte pas de la même manière vis-à-vis de l'un et vis-à-vis de l'autre [...]. Ce que *Libération* ne pouvait plus suivre, c'était le rétrécissement du champ à la fois, idéologique, politique, moral que présentait l'évolution de SOS et, de fait, on ne l'a pas suivi<sup>45</sup>. »

Alors que le grand nombre d'articles consacrés à l'association dans la presse n'était rendu possible que par une attention et un souci permanents des responsables des rédactions, l'irritation que suscite son opposition au gouvernement de Michel Rocard et les positions minoritaires qu'elle prend lors de l'affaire des foulards et de la Guerre du Golfe tendent à amoindrir le

44. Voir PERRIER, 1994 et EVENO, 1996.

45. Entretien avec Dominique Pouchin, le 9 décembre 1994.

zèle que les journalistes déployaient auparavant pour couvrir ses actions. Dans un premier temps, ce n'est donc pas une volonté d'affaiblir SOS qui provoque la raréfaction des articles mais simplement la baisse des motivations pratiques à son soutien. On peut également voir dans la généralisation des mentions critiques à l'égard de SOS et en particulier dans le rappel dans chaque article de l'affiliation partisane de SOS et de l'élection de Julien Dray, ancien secrétaire général de SOS, dans l'Essonne, un effet de la concurrence entre les journaux : les titres qui n'eussent pas mentionné ce fait auraient pu se voir accusés de soutenir l'association pour des raisons de subordination partisane<sup>46</sup>. Là encore, l'accroissement, dans les articles consacrés à SOS, de la fréquence des mentions à l'appartenance politique des animateurs de SOS ne provient pas – au moins dans un premier temps – de la volonté de nuire à l'association en affaiblissant son image « apolitique » mais constitue plutôt un effet de la conjonction des stratégies pratiques de défense de leur crédibilité journalistique mises en œuvre par les rédactions dans une configuration de concurrence où l'indépendance politique apparaît aux responsables des journaux un critère essentiel des motivations d'achat des lecteurs<sup>47</sup>. L'effet de diffusion de certains angles journalistiques à l'ensemble de la presse s'explique ainsi par la concurrence que se livrent les entreprises d'information. Alors qu'en 1985 la couverture abondante et positive de SOS dans les quotidiens « de gauche » s'imposait à l'ensemble de la presse et de la télévision, après 1989, au contraire, la détérioration de l'image publique de SOS tend à contraindre les quotidiens les plus favorables à SOS à couvrir plus prudemment ses actions.

#### AFFAIBLISSEMENT DES INTERETS AU SOUTIEN DE SOS APRES 1988

Aux logiques politiques encourageant la prise de distance des journalistes vis-à-vis de SOS doit être ajouté l'affaiblissement des raisons proprement « commerciales » qui avaient favorisé l'ampleur de la couverture accordée à SOS en 1985. La dégradation de l'image publique de SOS à partir de 1988

---

46. Voir par exemple, Sylviane Stein, « SOS-Racisme la main dans le pouvoir », *L'Express*, 17 novembre 1989, Judith Waintraub, « Le ticket Mitterrand-SOS : les preuves par un ancien pote », *Le Quotidien de Paris*, 1<sup>er</sup> juin 1990, Jean-Philippe Moinet, « La face cachée de SOS-Racisme », 23 juin 1990. Si ces articles dénonçant la collusion entre le PS et SOS-Racisme peuvent être publiés comme des « révélations » entre novembre 1989 et juin 1990, c'est bien que jusqu'alors SOS avait réussi à maintenir une façade de neutralité politique.

47. Sur ce point voir notamment EVENO, 1996, p. 354 et BERGER, 1992.



rend SOS-Racisme moins attractif à la fois pour ses « sponsors » politiques et pour les rédactions qui cherchaient à apparaître aux côtés de l'association. En 1985, l'image positive de SOS en faisait un support publicitaire attractif pour la presse et par conséquent pour le personnel politique « de gauche ». Puisque SOS parvenait à intéresser les journalistes et à mobiliser les lycéens autour du badge, le gouvernement socialiste avait pu avec profit accroître l'aide qu'il lui apportait auparavant, lui permettant de mener des actions plus nombreuses et plus spectaculaires que les autres associations antiracistes mais aussi que la plupart des organisations militantes.

SOS se trouve alors placé dans une logique du succès. La réussite du badge suscite l'intérêt de la presse dont les nombreux articles diffusent partout l'image positive de l'association et accroissent encore les ventes du badge. L'attention de la presse et de la télévision donne à SOS une rentabilité politique potentielle qui l'autorise à demander au gouvernement des subventions pour des initiatives dont le caractère souvent sensationnel procure aux journalistes des supports événementiels rendant possibles une couverture très abondante. L'afflux de militants que celle-ci suscite permet la construction d'une organisation implantée nationalement. L'extraordinaire succès de SOS en 1985 provient de ce processus circulaire d'accroissement de la notoriété de l'association et de renforcement des intérêts au soutien de SOS que peuvent alors avoir, pour des raisons différentes mais convergentes, le personnel politique et les journalistes « de gauche ».

**Tableau 5. Répartition de la tonalité des articles entre 1985 et 1992 dans les journaux « de gauche », *Le Matin de Paris*, *Libération* et *Le Monde***

Année	Articles positifs	articles neutres	articles critiques	+ %	n %	- %
1985	224	54	27	73 %	18 %	9 %
1986	86	27	1	75 %	24 %	1 %
1987	109	31	8	74 %	21 %	5 %
1988	63	28	1	68 %	30 %	1 %
1989	43	59	5	40 %	55 %	5 %
1990	41	22	5	60 %	32 %	7 %
1991	9	25	11	20 %	56 %	24 %
1992	12	13	2	44 %	48 %	7 %
Total	587	259	60	65 %	29 %	7 %

Après 1988 au contraire, SOS semble engagé dans un processus de déclin au cours duquel la perte de ses ressources journalistiques va entraîner l'affaiblissement de ses appuis politiques. Comme nous l'avons déjà souligné, alors que les rédactions de la presse « de gauche » pouvaient avec profit apparaître soutenir la cause antiraciste, il leur est plus coûteux de sembler promouvoir une organisation réputée « proche du PS ». Par ailleurs, le rendement publicitaire marginal de la proximité affichée avec l'association tend à décroître à mesure que s'émousse l'effet de nouveauté et que le soutien des « jeunes » à SOS, visible dans le succès du badge ou lors du mouvement de décembre 1986, devient moins manifeste à partir de 1988. Après quatre années d'association avec SOS, les journaux ne peuvent plus guère espérer capter de nouveaux lecteurs en couvrant largement un mouvement qui ne semble plus aussi attractif qu'auparavant. *Libération* cesse d'être sponsor du concert de SOS après celui de juin 1988, affaiblissant de ce fait la capacité des animateurs de l'association à obtenir des responsables de cette rédaction des articles donnant un écho aux initiatives et aux manifestations qu'ils mettent en œuvre.

L'accroissement du nombre des adversaires de SOS en particulier « à gauche » et au gouvernement tend alors à établir un environnement hostile à son action. Les interlocuteurs institutionnels des journalistes (ministres, cabinets, services administratifs) critiquent de façon croissante l'action de l'association et contribuent à communiquer leur cadre d'interprétation négatif aux journalistes<sup>48</sup>. Les journaux, qui auparavant consacraient le plus de place à SOS – et qui sont aussi les plus sensibles aux pressions institutionnelles du gouvernement – voient décroître le nombre de leurs articles après 1989 et l'affaire des foulards (voir tableau 2). *Le Monde* et *Libération* qui en 1988 et 1989 avaient publié environ 100 articles par an consacrés à l'action de SOS-Racisme, n'en publient plus que 68 en 1990, 45 en 1991 et 27 en 1992 alors que le nombre des articles publiés dans *Le Figaro* et *Le Quotidien de Paris* reste à peu près constant. Simultanément, les articles encore favorables à SOS ne sont plus, après 1990, aussi enthousiastes et susceptibles d'engendrer l'adhésion que

---

48. Voir par exemple Eric Conan, « Antiracisme, le retour de l'Etat », *L'Express*, 4 avril 1991, Philippe Bernard « Changer l'antiracisme », *Le Monde*, 9 juin 1991 (compte rendu d'un colloque dans lequel intervient le ministre de l'Intérieur Philippe Marchand) et l'interview de J.-P. Keltenbach, ancien directeur du Fond d'action sociale, Robert Toubon, « France-Islam : et si l'après-guerre était révolutionnaire », *Le Quotidien de Paris*, 21 février 1991. Sur l'importance des sources institutionnelles dans la définition des cadres d'interprétation journalistiques voir SCHLESINGER, 1992.

l'étaient ceux écrits en 1985 : ils se voient inévitablement entachés d'une prise de distance critique qui n'apparaissait pas auparavant.

Face à une dégradation de la couverture médiatique de l'association, ses soutiens politiques tendent à lui accorder moins de subventions<sup>49</sup>. Le concert devient plus difficile à organiser et les formations musicales invitées sont moins prestigieuses<sup>50</sup>. Le concert disparaît en 1993 après la défaite de la majorité aux législatives. Or, le nombre d'articles ayant SOS-Racisme pour sujet varie en raison directe de sa capacité à organiser des manifestations et des événements militants pour la presse, elle-même corrélée avec le budget de l'association. La réduction des subventions affaiblit la capacité de SOS d'organiser des événements militants susceptibles de donner aux journalistes un motif de couverture alors même que pour une action équivalente, SOS obtient moins d'articles qu'auparavant. Même les journalistes qui demeurent bien disposés à l'égard de l'association ont plus de mal à proposer à leur rédaction un article qui lui serait consacré et à vaincre les réserves de celle-ci. Les permanents de SOS qui ne parviennent plus à susciter des articles éprouvent également des difficultés croissantes à faire en sorte que l'angle adopté par les journalistes ne soit pas critique. Puisqu'on écrit moins sur SOS et de façon moins positive, l'association connaît une peine grandissante à motiver ses militants, à renouveler ses comités locaux et à maintenir son audience nationale. A partir de 1990 le nombre d'adhérents diminue et l'association n'est plus en mesure d'organiser à elle seule, localement ou nationalement, des manifestations lui permettant d'affirmer son existence.

---

49. Le budget de l'association est divisé par cinq entre 1988 et 1993 passant d'environ 11 millions de francs à 2,5 millions (hors concert).

50. Le concert annuel de SOS est l'occasion de montrer aux journalistes que SOS-Racisme est doté d'une base ou en tout cas que son nom est susceptible d'attirer des « spectateurs-militants », « beurs » ou non. Les organisateurs prennent bien soin de mélanger les prestations musicales et les interventions « politiques » qui doivent manifester que le public n'a pas pour seul objectif d'écouter les vedettes présentes. Mais il est également conçu pour servir de support aux articles et aux reportages que les journalistes pourraient faire sur SOS. Sa transformation progressive en « marronnier » entraînera l'affaiblissement de son rendement journalistique face à des journalistes de moins en moins désireux de faire une publicité positive à l'association.

## STRUCTURATION POLITIQUE DES MOBILISATIONS ET RESSOURCES DES MOUVEMENTS

L'analyse de l'évolution de la notoriété de SOS-Racisme montre que la capacité des mouvements à enrôler des militants et à produire de l'activité revendicative dépend largement des modes de présentation qu'en font les journalistes. Seules sont en mesure de susciter des mobilisations sans bénéficier de la publicité des entreprises d'information, des organisations très structurées, comme les syndicats et les partis politiques, ou encore des mouvements pouvant s'appuyer sur des cadres d'interprétation protestataires largement diffusés (*e.g.* le mouvement ouvrier<sup>51</sup>). Cependant, le rôle joué par les journalistes dans le succès des organisations militantes n'implique pas qu'ils soient en mesure de choisir arbitrairement l'angle journalistique qu'ils adoptent. Les commentaires journalistiques sur un mouvement revendicatif sont le produit de plusieurs systèmes de contraintes s'exerçant sur les rédactions : l'orientation de leur ligne politique<sup>52</sup>, le maintien de leur crédibilité professionnelle telle que le champ journalistique la définit et les exigences commerciales de l'audience ou du tirage. Les cadres d'interprétation pratiques que les journalistes utilisent pour écrire sur un mouvement militant sont la résultante de la perception, variable selon leur position au sein des hiérarchies rédactionnelles, de ces différentes logiques. Lorsque la couverture positive d'un mouvement social est compatible avec les contraintes qui s'exercent sur les journalistes, il pourra bénéficier de l'attitude favorable d'un segment de la presse. Si, de surcroît, le mouvement ne constitue pas un enjeu partisan, il peut recevoir pendant un temps le soutien simultané des pôles partisans opposés du champ de l'information

---

51. La généralisation de la télévision comme principal moyen d'accès à l'actualité a d'ailleurs sans doute réduit la capacité des réseaux militants à imposer une autre conception de la réalité et de l'information que celle qui est majoritairement représentée dans les journaux télévisés et dont la grammaire (neutralité relative, neutralisation des termes employés) résulte du rabotage de tous les angles journalistiques pouvant susciter des protestations.

52. L'utilisation de la littérature sociologique étrangère sur les médias – surtout américaine – pose des problèmes particuliers de transposition en dehors de son contexte d'élaboration. Ce que les journalistes peuvent légitimement dire sans être mis en cause par les acteurs politiques est en effet extrêmement dépendant de la configuration politique et du débat public propre à un pays. Aux Etats-Unis, le parti démocrate et les grands médias « libéraux » nationaux sont historiquement beaucoup moins liés au mouvement ouvrier que les partis et les médias de gauche en France. Les différences considérables existant entre les Etats-Unis, d'une part, et les traditions politiques européennes, d'autre part, doit nous amener à utiliser avec prudence les travaux sociologiques portant sur d'autres configurations politiques et médiatiques nationales.

politique (comme les organisations humanitaires, les mouvements de chômeurs et dans une moindre mesure les agriculteurs<sup>53</sup>).

L'analyse de la trajectoire de SOS-Racisme montre également l'importance des configurations politiques dans lesquelles sont engagées les organisations militantes. Les mouvements sociaux ayant souvent pour origine une réaction hostile à des projets gouvernementaux ou à des groupes partisans, ils sont généralement initiés et conduits par des militants défavorables au pouvoir politique et approuvés par les partis d'opposition tandis que le regard bienveillant ou critique que les journalistes portent sur les manifestants est déterminé par la ligne éditoriale de leur rédaction. Si les organisations militantes, les partis politiques et les journalistes sont soumis à des contraintes sociales partiellement hétérogènes, ils coopèrent cependant au sein des « camps » partisans que constituent « la droite » et « la gauche ». Certaines causes et certains répertoires d'action étant historiquement liés à la tradition revendicative « de gauche », (mouvements antiraciste, antinucléaire ou écologiste, grèves, manifestations ouvrières), il est plus facile aux organisations militantes de mobiliser sur ces thèmes face à un gouvernement identifié à « la droite » que contre un gouvernement « de gauche<sup>54</sup> ». Inversement, des organisations militantes proches d'un camp partisan qui se verraient contestées par le personnel politique ou les médias appartenant à celui-ci éprouveraient de grosses difficultés à maintenir leur force revendicative et même leur structure organisationnelle. Ainsi, l'image publique de SOS ne se voit atteinte que lorsque des acteurs de son camp partisan entreprennent de contester l'hégémonie que l'association exerçait sur la cause antiraciste, notamment en lui suscitant des concurrents. En France, l'emprise que les structures partisans exercent sur l'émergence et le succès des mobilisations est particulièrement grande en raison de la faiblesse des sources de financement des organisations militantes extérieures à l'appareil d'Etat. En donnant à certains groupes la capacité de mener plus

---

53. Voir JUHEM, 1999.

54. Sur le déclin des mobilisations antinucléaires après que le gouvernement de Pierre Mauroy se soit déclaré favorable au maintien du programme nucléaire, voir DUYVENDAK, 1994, p. 247-258. L'auteur avance que certains mouvements qui étaient animés avant 1981 par des militants liés à la gauche et au Parti socialiste ont été découragés par ce qu'il appelle « la trahison du PS ». On peut plutôt faire l'hypothèse que ces militants étaient autant, sinon plus, liés à « la gauche » qu'aux causes qu'ils défendaient. Alors que la présence d'un gouvernement « de droite » parvenait dans les années soixante dix à fédérer contre lui les oppositions et les mouvements sociaux de toutes les gauches, un gouvernement « socialiste », même critiqué, ne suscite plus les mêmes mobilisations.

d'actions que leurs concurrents, les subventions publiques tendent à favoriser l'émergence et l'activité de certains mouvements au détriment des autres<sup>55</sup>. Les partis politiques au gouvernement se dotent ainsi d'interlocuteurs et d'organisations clientes adaptés à leurs besoins particuliers. Les ressources que les subventions gouvernementales ont procurés à SOS lui ont permis de prendre le pas sur les mouvements beurs – eux-mêmes financièrement aidés durant les marches – qui présentaient le handicap d'être politiquement plus radicaux c'est-à-dire moins contrôlables et d'avoir un rendement journalistique plus faible. Lorsque SOS sera devenu gênant pour certains acteurs politiques du Parti socialiste, les crédits que recevra France-Plus permettront de susciter face à SOS une organisation rivale qui relativisera l'impact politique des prises de position d'Harlem Désir. Ainsi, l'action conjointe des critiques officielles des sources gouvernementales, de la baisse d'intérêt des journalistes et du tarissement des subventions aura pour conséquence le déclin relatif de SOS. L'activité des organisations protestataires et la teneur des débats publics se révèlent donc partiellement structurées par la capacité des factions politiques au pouvoir de favoriser certaines offres militantes et certains groupes revendicatifs.

## ANNEXE METHODOLOGIQUE

Pour tenter d'objectiver quelque peu la façon dont les journalistes ont traité de SOS-Racisme, on a constitué une base de données concernant les articles ayant été écrits sur SOS-Racisme entre 1985 et 1992 dans les journaux et hebdomadaires politiques nationaux (*Le Monde*, *Libération*, *Le Figaro*, *Le Quotidien de Paris*, *L'Humanité*, *Le Matin de Paris*, *La Croix*, *L'Express*, *Le Nouvel Observateur*, *L'Événement du Jeudi*). Outre la consultation de diverses revues de presse, les journaux des six jours précédant et suivant les principales initiatives de SOS (dix-neuf) ont été systématiquement dépouillés. On a ensuite comparé la collection d'articles ainsi obtenue avec le résultat d'un dépouillement systématique de la presse durant six mois ne comportant pas d'initiative spécifique de SOS afin d'estimer le nombre des articles qui auraient pu nous échapper et la distorsion dans la proportion des articles de chaque titre que la collecte à partir de revues de presse aurait pu

---

55. Le caractère annuel et partiellement arbitraire de ces subventions place d'ailleurs les organisations militantes dans une position de subordination vis-à-vis des formations partisans.

induire. On a ainsi pu estimer que la base de données de 1 400 articles ainsi constituée comprenait entre 70 et 85 % de l'ensemble des articles publiés dans les 7 quotidiens et les 3 hebdomadaires retenus dans notre étude et ne comportait pas de distorsion significative de la répartition par titre: Il a ensuite été procédé à un codage de l'orientation (positive, neutre ou critique) des articles à l'égard de SOS pour constituer un indicateur de l'évolution des schèmes de perception et d'analyse de SOS mis en œuvre par les journalistes pour traiter de l'association. Ce codage de la tonalité des articles a été contextuel: le même élément (par exemple le rappel de l'affiliation politique de la direction de SOS) a pu être codé « critique » en 1985 lorsque cette information était peu diffusée et codée « neutre » en 1991, lorsque cette mention apparaissait dans beaucoup d'articles. Il ne s'agissait pas de détailler précisément les « packages » utilisés par les journalistes pour décrire l'action de SOS (voir GAMSON et MODIGLIANI, 1989) mais plutôt d'avoir un aperçu synthétique de l'évolution de la tonalité des commentaires que les journalistes pouvaient porter sur SOS. Les chiffres que nous citons ci-dessous ne se réfèrent qu'aux articles présents dans notre base de données. Le nombre d'articles réellement publiés est toujours supérieur aux chiffres que nous donnons. Ceux-ci constituent cependant un indicateur assez fiable du volume et de l'orientation globale de la couverture de SOS par chacun des titres considérés.

---

## REFERENCES

---

- BERGER F. (1992), *Journaux intimes. Les aventures tragi-comiques de la presse sous François Mitterrand*, Paris, Robert Laffont.
- BIRENBAUM G. (1992), *Le Front national en politique*, Paris, Belfond.
- BONNAFOUS S. (1991), *L'immigration prise aux mots*, Paris, Kimé.
- CHAMARD M.-E. et KIEFFER P. (1992), *La Télé. Dix ans d'histoires secrètes*, Paris, Flammarion.
- CHAMPAGNE P. (1990), *Faire l'opinion*, Paris, Editions de Minuit.
- COLLOVALD A. (1989), « Les poujadistes ou l'échec en politique », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, XXXVI, avril-mars 1989, p. 113-133.
- DUYVENDAK J.W. (1994), *Le poids du politique. Nouveaux mouvements sociaux en France*, Paris, L'Harmattan.
- EVENO P. (1996), *Le Monde 1944-1995. Histoire d'une entreprise de presse*, Paris, Le Monde Editions.
- GAMSON W. et MODIGLIANI A. (1989), « Media Discourse and Public Opinion on Nuclear Power: a Constructionist Approach », *American Journal of Sociology*, Vol. 95, n° 1, juillet, p. 1-37.
- GANS H.-J. (1979), *Deciding What's News: A Study of CBS Evening News, NBC Nightly News, Newsweek and Time*, New York, Pantheon.
- GASTAUT Y. (1994), « Les mutations du thème de l'immigration dans le journal *Le Monde* (1958-1992) », *Migration Société*, Vol. 6, n° 31, janvier-février, p. 40-51.
- GITLIN T. (1980), *The whole world is watching you. Mass media in the making and the unmaking of the new left*, Berkeley, University of California Press.
- GOFFMAN E., (1991), *Les cadres de l'expérience*, Paris, Editions de Minuit.
- HUCHON J.-P. (1993), *Jours tranquilles à Matignon*, Paris, Grasset.
- JUHEM P. (1998), SOS-Racisme, Histoire d'une mobilisation « apolitique ». Contribution à une analyse des transformation des représentations politiques après 1981, Thèse, Nanterre.
- JUHEM P. (1999), Lutttes partisanses et fluctuations des cadres cognitifs des journalistes, communication au congrès de l'Afsp de Rennes, Table Ronde : les effets d'information.
- JUHEM (à paraître), « Les transformations du champ de l'information politique après 1981 », à paraître dans *Actes de la recherche en sciences sociales*.



- LE BOHEC J. (1997), *Les rapports Presse-politique. Mise au point d'une typologie « idéale »*, Paris, L'Harmattan.
- MALIK S. (1990), *L'histoire secrète de SOS-Racisme*, Paris, Albin Michel.
- MAYER N. et PERINNEAU P. (1996), *Le Front National à découvert*, Paris, Presses de la FNSP.
- MOLOTCH H. (1979), « Media and movements », in MAC CARTHY (J.) et ZALD (M.N.) (sous la direction de), *The dynamics of social movements*, Cambridge, Winthrop, p. 71-93.
- PERRIER J.-C. (1994), *Le roman vrai de Libération*, Paris, Julliard.
- PLENEL E. et ROLLAT A (1984), *Le phénomène Le Pen*, Paris, La Découverte-Le Monde.
- RIEFFEL R. (1984), *L'élite des journalistes*, Paris, Puf.
- ROUCAUTE Y. (1991), *Splendeurs et misères des journalistes*, Paris, Calmann-Lévy.
- SCHLESINGER P. (1992), « Repenser la sociologie du journalisme. Les stratégies de la source d'information et les limites du média-centrisme », *Réseaux*, n° 51, (titre original : Rethinking the sociology of Journalism : Source strategies and the limits of the media centrism, paru in *Public communication : the new imperatives*, sous la direction de Marjorie Fergusson, Sage, 1990).
- TAGUIEFF P.-A. (1991), *Face au racisme*, Paris, La Découverte.
- TAGUIEFF P.-A., (1995), *Les fins de l'antiracisme*, Paris, Editions Michalon.
- THIBAU J. (1996), *Le Monde, Histoire d'un journal, un journal dans l'Histoire*, Paris, Plon.
- TUCHMAN G. (1978), *Making News. A study in the construction of reality*, New York, The Free Press.
- TUCHMAN G. (1972), « Objectivity as strategic ritual: an examination of newsmen's notions of objectivity », *American Journal of Sociology*, vol. 77, n° 4, p. 660-679.
- VIRIEU F.-H. de (1990), *La médiacratie*, Paris, Flammarion.
- YONNET P. (1990), « La machine Carpentras, histoire et sociologie d'un syndrome d'épuration », *Le Débat*, n° 61, septembre-octobre.